



COLUMNA DURRU
GRUPO
INTERNACIONAL

U N I

Le calvaire des indigènes Algériens

Tous les hommes naissent libres et égaux en droits.» C'est la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen qui raconte cela. Mais il est facile de prouver que cette égalité n'a jamais existé pour nous, indigènes[47] algériens. Nos droits, les voici, tels que les comprennent les canailles sanguinaires, les pirates rapaces qui, sous prétexte de colonisation, nous ont apporté les soi-disant «bienfaits» de leur «civilisation». Ils consistent à voir les terres sur lesquelles nous sommes nés, que de père en fils nous fécondions de notre labeur, qui nous donnaient de quoi vivre librement et fièrement, accaparées par nos «bienfaiteurs». Il est vrai que nous avons le «droit» de travailler sur ces terres qui nous ont été volées, des dix à douze heures par jour pour un salaire dérisoire de cinq francs. Or la vie est chère en Algérie, très chère pour nous et nos familles. Nous avons un autre «droit» que ne nous contestent pas, au contraire, les entrepreneurs de charniers patriotiques, c'est celui d'aller crever sur les champs de bataille pour la défense de la France si généreuse. Nous en avons, en 1914 et les années qui suivirent, largement «profité»[48]. On nous arme même contre nos frères de race qui ont le courage de résister à l'envahisseur. C'est sans doute au nom du «droit

des peuples à disposer d'eux-mêmes».

Il nous faut subir également sans rien dire toutes les vexations que la fantaisie des administrateurs et des bureaux s'acharne à nous imposer. Le fascisme italien n'est pas plus odieux que les méthodes de la colonisation employées par les fonctionnaires de la République française. Il n'y a donc rien d'étonnant que, les dépouilles crevant de faim, n'ayant d'autre alternative que de mendier ou de trimmer comme des forçats pour un salaire de misère, un très grand nombre d'indigènes fuient cette civilisation «à coups de trique». Beaucoup se sont dit que, puisqu'ils étaient bons pour défendre la France, ils avaient le droit de trouver sur son sol, en travaillant, de quoi vivre. En fait, la condition de l'indigène qui travaille en France n'est pas à comparer à celle de celui qui reste en Algérie. Quand il arrive, même s'il est sans travail, il trouve près des Algériens une assistance qui ne se pratique guère dans d'autres milieux. Il tombe, évidemment, sous une exploitation, mais tout de même moins sauvage que celle qu'il subit dans son pays. Naturellement, les gros propriétaires, les négriers d'Algérie et de Tunisie, ne voient pas d'un bon œil cette émigration qui leur procure de gros bénéfices. Aussi, pour l'empêcher, ils ont recours à des crapules politiciennes qui n'ont rien à leur refuser. Et ce qu'un gouvernement du Bloc national avec Poincaré n'avait pas fait, le gouvernement du Bloc des gauches avec Herriot[49] n'a pas craint de le tenter. C'est ainsi qu'on pouvait lire dernièrement dans Le Quotidien qu'une réglementation allait être

instituée pour «l'admission dans la métropole des travailleurs indigènes». Cette réglementation a pour but, comme l'a déclaré l'un des membres de la commission, M. Marius Moutet[50], «de permettre la pénétration judicieusement progressive d'éléments indigènes répondant par leur aptitude physique et professionnelle aux exigences des différentes branches de l'activité nationale métropolitaine». «La Commission a voulu que l'indigène qui vient travailler en France ne soit pas exposé à quitter son foyer sans avoir la certitude préalable de trouver en France au moins l'équivalent de ce qu'il abandonne.» La commission interministérielle, dont les travaux furent présidés par M. Duvernoy[51], directeur des Affaires algériennes au ministère de l'Intérieur, a décidé également la création en France d'organismes d'assistance et de protection pour les travailleurs indigènes. «Dorénavant les travailleurs algériens et nord-africains, avant de s'embarquer pour la France, devront produire un certificat d'engagement visé par le ministère du Travail, un certificat médical et une carte d'identité avec photographie délivrée par le maire ou l'administrateur de la commune où l'indigène est domicilié. [...] Le ministère de l'Intérieur a décidé que ces mesures seraient appliquées à partir du 1er octobre 1924.» Donc, à partir du 1er octobre, les administrateurs pourront empêcher le départ pour la France de ceux qu'ils embarquaient quand il s'agissait d'aller combattre ceux qu'ils appelaient des barbares. Je sais, et d'autres sauront s'ils ne s'en sont pas encore aperçu, où sont les

barbares. Ce sont les politiciens hypocrites qui n'ont rien à envier à Mussolini. Et pour bien montrer cette hypocrisie, je leur affirme que l'indigène ne quitte son pays que parce qu'il ne peut plus y vivre, parce qu'il y est abominablement pressuré, exploité. C'est un esclave qu'ils veulent conserver à ceux qui l'ont dépouillé de sa terre natale. Ce qu'il abandonne en Algérie, M. Marius Moutet, député «socialiste! ...», c'est un peu de misère. Voilà ce que vous prie un Algérien et qui ajoute: «Prenez garde qu'un jour les parias en aient marre et qu'ils ne prennent les fusils que vous leur avez appris à manier pour les diriger contre leurs véritables ennemis, au nom du droit à la vie, et non comme autrefois pour une soi-disant patrie marâtre et criminelle.»

Dans Le Libertaire, n° 242, 16 août
1924

La «civilisation française» en Algérie

A notre époque, si fertile en scandales, escroqueries ou brigandages de toutes espèces, il est utile de dénoncer parfois la situation douloureuse où se trouvent les peuples que, sous prétexte de

civilisation, certaines puissances tiennent sous le joug. Car, de tous les crimes contre l'humanité, le colonialisme n'est pas le moindre. Je voudrais esquisser, en ces quelques lignes, l'état d'une colonie-type après plus d'un siècle d'occupation. Je veux parler de l'Algérie. Sur la conquête proprement dite, je ne ferai que quelques citations qui démontreront le caractère «chevaleresque» dont firent preuve les conquérants. Le colonel Combes, du 47^e de ligne, écrivait d'Oran le 18 juin 1836 : «Nous pûmes, au moyen de braves alliés, incendier sur notre route et dans un grand rayon tout ce qui était brûlable ; la campagne fut en un instant un vaste océan de feu. Cette manoeuvre fut continuée les jours suivants.» Le colonel Schmidt, du 53^e de ligne, écrivait de Médéah, le 18 mai 1841 : «Le Duc de Nemours a visité ma capitale ; il est heureux qu'on ignore en France comment on a traité cette pauvre ville ; ce n'est plus qu'un amas de ruines.» Du capitaine Canrobert (futur maréchal), le 1^{er} janvier 1842 : «Nous avons surpris de nuit une assez grande quantité d'habitations de Kabyles et enlevé plusieurs sortes de troupeaux, des femmes, des enfants et des vieillards... Le soldat, mal ou pas surveillé, excité d'ailleurs par l'appât du pillage, se livre aux excès les plus grands qui vicient singulièrement son caractère.»

Du commandant de Lioux, du 43^e de ligne : Bougie, le 23 avril 1843 - Nous rentrons d'une nouvelle expédition ; notre colonel avait mission de tout ravager sur son passage, et à plusieurs lieues autour de ses bivouacs successifs. En effet, on a beaucoup détruit ; des villages

entiers, de grands et véritables villages, ont disparu par l'incendie, et plusieurs milliers de pieds de figuiers, d'oliviers et d'autres ont été coupés.»

On connaît aussi l'exploit du vaillant colonel Péliissier qui fit enfumer dans des grottes 800 indigènes.

J'en passe, et des plus «civilisatrices» encore ! Après cette glorieuse campagne, la douce France put s'approprier le pays des Algériens vaincus et y établir un régime dont je vais donner quelques aperçus. Expropriés des plaines et terres fertiles, les indigènes sont refoulés vers les montagnes incultivables. Dans ces régions, les routes et les ponts n'existent pas ou sont réduits au minimum ; le chemin de fer n'est, pour la plupart, qu'un rêve lointain, et pour aller retirer une lettre, un colis, un mandat, l'indigène doit quelquefois faire trois ou quatre jours de marche, car le service postal est, comme le reste, établi pour l'usage des habitants des grands centres.

La majeure partie des écoles arabes étant systématiquement supprimées, le gouvernement de la 3^e République, pour qui l'ignorance de l'indigène est un facteur de soumission, n'a pas cru bon de les remplacer par des écoles françaises. Dans les villes ou villages où ces dernières existent, sur un million d'enfants d'âge scolaire, 60.000 seulement sont susceptibles de les fréquenter ; les autres sont réduits à traîner dans les rues et gardent une ignorance et une mentalité arriérée qui les livrent comme des bêtes à la plus honteuse exploitation. J'insiste sur le fait que, malgré cela,

l'indigène est assujéti à un impôt écrasant qui ne profite qu'aux coffres-forts de l'administration et de ses parasites, sans qu'en contrepartie le moindre avantage lui soit consenti.

Les lois sociales n'existent pas pour l'indigène : le droit syndical et la liberté de penser lui sont refusés rigoureusement. Il n'est pas citoyen : il est sujet et, de ce fait, ne participe pas aux opérations électorales. Le suffrage universel n'existe pas pour lui ; mais, par contre, le recrutement et la conscription existent : le service militaire est obligatoire.

Le régime d'exception et les lois scélérates qui le soutiennent, font de l'Algérie une terre où l'autorité pèse plus lourdement que dans les pays à régime dictatorial comme l'Italie ou l'Allemagne. Si l'indigène vient en France, il est réduit au silence car, partout où il se trouve, on lui serre la vis. Quand, après un séjour dans la métropole, l'idée lui vient de revenir dans son pays, malheur à lui s'il ne s'est pas conduit en esclave soumis : il est catalogué et tenu bien à l'œil en arrivant là-bas.

C'est pourquoi nous sommes nombreux, militants anarchistes ou révolutionnaires, qui restons exilés en France, pays soi-disant de liberté, loin de notre sol natal où nous aurions de quoi vivre, beaucoup d'entre nous ayant des biens dont ils pourraient jouir s'ils ne savaient pas que là-bas ils seraient placés devant ce dilemme : ou se soumettre honteusement, ou vivre dans l'exploitation éhontée des rapaces coloniaux.

Au point de vue moral, les Algériens pur sang, c'est-à-dire les Kabyles, sont foncièrement libertaires, réfractaires à tout militarisme. Dans leur pays natal, ils pratiquent le libre échange et la solidarité sur une vaste échelle. Le droit d'asile est sacré pour eux. Dans leurs cœurs remplis de fierté native, une révolte gronde et se dessine qui les pousse instinctivement vers tout ce qui est libération de l'individu, et cela malgré la répression farouche qui les frappe. Rien n'arrêtera leur élan. Leur soumission, plus apparente que réelle, leur pèse et ils jugent sans indulgence les sinistres fantoches de soi-disant civilisés qui ont abusé trop longtemps d'une autorité maladroite et arbitraire.

Qu'avez-vous apporté, colonialistes de tout acabit, qu'avez-vous fait, en plus de cent ans, vous qui vous mêlez de civiliser les peuples que vous prétendez barbares ? Vous avez construit de belles bâtisses pour loger vos séides et vos larbins, mais de misérables indigènes couchent dehors.

Les rues d'Alger, ville lumière, grouillent de mendiants que piétinent les expropriateurs de leurs parents. Vol, rapine, incendie, assassinat d'un peuple trop faible pour se défendre, voilà votre œuvre, voilà ce qu'est votre civilisation dans sa triste réalité.

**Dans Terre Libre, n°20, décembre
1935**

Algériens, ne votez pas

L'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes. L'émancipation des peuples coloniaux ne sera l'œuvre que des colonies eux-mêmes.

Ne confiez pas vos droits à des arrivistes en quête de fauteils, à des traîtres qui oublieront leurs promesses sitôt, à des féodaux, à des agrariens.

ALGÉRIENS NE VOTEZ PAS.

Le Parlementarisme est une duperie sur le plan international (ONU), national et algérien.

Sur le plan national LE PARLEMENT AMÉRICAIN accentue sa position belliciste (votes demandant de désigner la Chine comme agresseur) ; or, Chine agresseur = guerre.

LES SOVIETS russes ont vécu : leur essence populaire est tout entière perdue au profit d'une Bureaucratie totalitaire et de son chef, le tyran Staline qui fournit à l'Amérique le chrome et manganèse des armes pour de futurs massacres.

LE PARLEMENT FRANÇAIS entérine toutes les lois de misères et de répression antiouvrières, vote les écrasants budgets militaires, et se fait le servile laquais de l'Amérique en guerre.

Les Parlements Italiens, Anglais, Belges, etc..., Slovaques, Polonais,

Hongrois etc..., ne sont que des échos de la voix de leurs maîtres.

NE VOTEZ PAS C'EST TOUJOURS QUE FURENT ARRACHES LES RE-

FORMES IMPORTANTES DE STRUCTURES ET GAINS SUBSTANTIELS

LE PARLEMENT CROUPION ALGÉRIEN ? AUMÔNE du Statut impérialistes, concentre en lui tous les vices ci-dessus énumérée aggravée par sa tare colonialiste. « Le Gouverneur est responsable de ses actes devant le Gouvernement de la République » (Article 5 du Statut de l'Algérie). « L'Assemblée Algérienne est libre, après homologation, « d'étendre la loi métropolitaine en Algérie, soit purement et simplement, soit après ADAPTATION. Nous avons vu comment l'AA a ADAPTE la Sécurité Sociale agricole, en la sabotant, comment les Communes mixtes ont été supprimée sans l'être. Comment en serait-il autrement : 70 délégués totalisent plus de 200.000 habitants. FLINOIS veut réduire le budget social au profit de l'armée : l'AA votera. De plus, les urnes truquées, les pressions policières, les maquillages, feront de « vos élus », non pas ce que vous auriez voulu qu'ils soient mais ce que les aura faits le Proconsul de l'Empire. Et vous savez cependant quels résultats écœurants donnent ailleurs les votes libres : alors truqués.

NON. Faites comprendre aux futurs exploités qu'ils ne représentent qu'eux. Ne donnez pas mandat en blanc à ceux qui, demain seront les agents serviles, du Capital privé

5

américain ou d'Etat russe fauteurs de guerre ; de l'exploitation colonialistes ou nationaliste. Mais travaillez à l'avènement d'une organisation égalitaire et libre de laquelle les travailleurs (devenus propriétaires des moyens de production). Les consommateurs géreront eux-mêmes la production, la répartition, la distribution par leurs syndicats et coopératives, et dans laquelle la Commune sera gérée par tous et bénéficie de tous. Une organisation qui se fera de bas en haut, par la libre association et fédération des travailleurs dans leurs associations, dans les communes, les régions, les nations et dans une grande fédération internationale des travailleurs, réalisant l'ordre de la liberté et du bonheur général, affirmant et mettant d'accord les intérêts des individus et de la Société.

**MOUVEMENT LIBERTAIRE
NORD AFRICAIN, 6 rue du
Roussillon, Alger.**

Lisez Le Libertaire.

Tract du MLNA de 1951

La mentalité kabyle

A maintes occasions, j'ai parlé dans ces colonnes du tempérament libertaire et individualiste

caractérisé de mes compatriotes berbères d'Algérie. Mais aujourd'hui, alors que la caverne d'Ali Baba d'outre-mer craque et croule, je crois utile d'affirmer, contre tous les pessimistes professionnels ou les rêveurs en rupture de places lucratives que l'Algérie libérée du joug colonialiste serait ingouvernable au sens religieux, politique et bourgeois du mot. Et je mets au défi toutes les canailles prétendant à la couronne d'apporter la moindre raison valable et honnête à leurs aspirations malsaines, car je leur oppose des précisions palpables et contrôlables, sans nier cependant que leur politique a quelque succès quand il s'agit d'action contre le tyran colonialiste.

Il faut voir l'indigène algérien, le Kabyle surtout, dans son milieu, dans son village natal et non le juger sur son comportement dans un meeting, manifestant contre son ennemi mortel : le colonialisme. Pour l'indigène algérien, la discipline est une soumission dégradante si elle n'est pas librement consentie. Cependant, le Berbère est très sensible à l'organisation, à l'entraide, à la camaraderie mais, fédéraliste, il n'acceptera d'ordre que s'il est l'expression des désirs du commun, de la base. Lorsqu'un délégué de village est désigné par l'Administration, l'Algérie le considère comme un ennemi. La religion qui, jadis, le pliait au bon vouloir du marabout, est en décadence, au point qu'il est commun de voir le représentant d'Allah rejoindre l'infidèle dans la même abjection. Tout le monde parle

encore de Dieu, par habitude, mais en réalité plus personne n'y croit. Allah est en déroute grâce au contact permanent du travailleur algérien avec son frère de misère de la métropole, et quelques camarades algériens sont aussi pour beaucoup dans cette lutte contre l'obscurantisme. Quand au nationalisme que j'entends souvent reprocher aux Algériens, il ne faut pas oublier qu'il est le triste fruit de l'occupation française. Un rapprochement des peuples le fera disparaître, comme il fera disparaître les religions. Et, plus que tout autre, le peuple algérien est accessible à l'internationalisme, parce qu'il en a le goût ou que sa vie errante lui ouvre inévitablement les yeux. On trouve des Kabyles aux quatre coins du monde ; ils se plaisent partout, fraternisent avec tout le monde, et leur rêve est toujours le savoir, le bien-être et la liberté. Aussi, je me refuse à croire que des guignols nationalistes puissent devenir un jour ministres ou sultans dans le dessein de soumettre ce peuple, rebelle par tempérament. Jusqu'à l'arrivée des Français, jamais les Kabyles n'ont accepté de payer des impôts à un gouvernement, y compris celui des Arabes et des Turcs dont ils n'avaient embrassé la religion que par la force des armes. J'insiste particulièrement sur le Kabyle, non pas parce que je suis moi-même Kabyle, mais parce qu'il est réellement l'élément dominant à tout point de vue et parce qu'il est capable d'entraîner le reste du peuple algérien dans la révolte contre toute forme de centralisme autoritaire. Le plus amusant de l'histoire, c'est que la bande des

7

quarante voleurs ou charlatans politiques nous représente le nationalisme d'outre-mer sous la forme d'une union arabe avec l'emblème musulman et avec des chefs politiques, militaires et spirituels à l'image des pays du Levant. J'avoue que le dieu arabe de nos sinistres pantins d'Algérie a bien fait les choses, puisque la guerre judéo-arabe nous révéla que les chefs de l'islamisme intégral ne sont rien d'autre que de vulgaires vendus aux Américains, aux Anglais, et aux Juifs eux-mêmes, leurs prétendus ennemis. Un coup en traître pour nos derviches algériens, mais salubre pour le peuple qui commence à voir clair.

Pensez donc, un bon petit gouvernement algérien dont ils seraient les caïds, gouvernement bien plus arrogant que celui des roumis, pour la simple raison qu'un arriviste est toujours plus dur et impitoyable qu'un « arrivé » ! Rien à faire, les Algériens ne veulent ni de la peste, ni du choléra, ni d'un gouvernement de roumi, ni de celui d'un caïd. D'ailleurs, la grande masse des travailleurs kabyles sait qu'un gouvernement musulman, à la fois religieux et politique, ne peut revêtir qu'un caractère féodal, donc primitif. Tous les gouvernements musulmans l'ont jusqu'ici prouvé.

Les Algériens se gouverneront eux-mêmes à la mode du Village, du douar, sans députés ni ministres qui s'engraissent à leurs dépens, car le peuple algérien libéré d'un joug ne voudra jamais s'en donner un autre, et son tempérament fédéraliste et libertaire en est le sûr garant. C'est dans la masse des travailleurs manuels que l'on trouve

l'intelligence robuste et la noblesse d'esprit, alors que la horde des « intellectuels » est, dans son immense majorité, dénuée de tout sentiment généreux. Quant aux staliniens, ils ne représentent pas de force, leurs membres se recrutent uniquement parmi les crétins ou déchet du peuple. Car l'indigène n'a guère d'enthousiasme pour se coller une étiquette, qu'elle soit mensongère ou super-fasciste. Pour les collaborateurs, policiers, magistrats, caïds et autres négriers du fromage algérien, leur sort est réglé d'avance : la corde, qu'ils valent à peine.

Pour toutes ces raisons, mes compatriotes doivent-ils être considérés connue d'authentiques révolutionnaires frisant l'anarchie ? Non, car s'ils ont le tempérament indiscutablement fédéraliste et libertaire, l'éducation et la culture leur manquent, et notre propagande, qui est cependant indispensable à ces esprits rebelles, leur fait défaut.

C'est ce pourquoi œuvrent nos compagnons anarchistes de la fédération nord-africaine

[NDR : le MLNA, Mouvement Libertaire Nord Africain].

Dans Le Libertaire, 16 février 1951

8

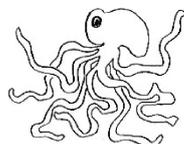
NA DURRU
RUPG
NACIONA



COLUMNA DURRU
GRUPO
INTERNACIONAL

U I V

Pour nous rejoindre, nous proposer un texte ou être informé.es de nos discussions mensuelles, contactez-nous à editions-communes-brochures@proton.me. Vous pouvez aussi retrouver nos autres communesbrochures.noblogs.org



· Communes Brochures ·

COLUMNA DURRUT
GRUPO
INTERNACIONAL